

## AG Amics-E&Pi 9 avril 2010 Allocution de Jean Louis BEFFA (Saint-Gobain)

*« La crise actuelle est en fait une véritable mutation !... »*

### 1. La dictature de l'argent :

Les phénomènes économiques et financiers vont à peu près se reproduire au fil du temps, à l'exception de la « Banco Santander » qui a pris une excellente position par un retour au « national » dès les premiers signes de crise lourde.

Nous devons lutter contre « la dictature de la City » (allusion aux spéculations boursières au détriment de l'investissement de développement de l'Industrie). D'ailleurs, la Grande Bretagne devrait prochainement connaître des problèmes majeurs, notamment de monnaie.

On est cependant dans un trend de vraie reprise économique, sauf accident (par exemple la fragilité de l'économie grecque... et le risque non nul d'une Europe à deux vitesses, voire deux monnaies ?...).

### 2. La Chine en figure de proue :

Nous vivons une émergence de la Chine qui prendra le dessus économique sur les EU d'ici 15 à 20 ans. L'effort militaire chinois est déjà égal à 60% de celui des EU.

Les trois questions que chaque responsable de pme doit se poser sont:

- suis-je protégé par une niche ?
- suis-je dans l'économie d'un marché de proximité ?
- ou bien serai-je à la merci de la Chine d'ici quelques années?

En tant que vice-président du CA de Siemens, Jean Louis Beffa rapporte:

« la Chine constitue le 1<sup>er</sup> sujet de préoccupation de chaque réunion ».

Car la Chine va monter en position dominante sur tous les marchés (les TGV comme les avions vont se faire dépasser par la boulimie de l'Industrie chinoise...)

La Chine ne présente pas de véritable risque de déstabilisation sociale : c'est une « technocratie - socialiste »

Saint-Gobain en a tiré les conséquences : priorité aux métiers « régionaux » hors de portée de la concurrence chinoise (activités de proximité).

### 3. Stratégie à l'international pour nos PME :

Pour nos PME françaises, les marchés cibles prioritaires sont : le Brésil, l'Inde voire la Chine en 3<sup>e</sup> ligne. Le Brésil en 1<sup>er</sup> car il dispose de richesses naturelles, n'a pas de problème de voisinage ni de sensibilité religieuse ou idéologique. Au final, rester très prudent dans son approche vers la Chine, c'est un pays doublement difficile.

Aujourd'hui, seulement 3 pays soutiennent fortement leur commerce extérieur : l'Allemagne, le Japon et la Chine. Dans ces 3 pays, la connivence Etat-Entreprise est forte. Car seule l'Industrie permet de maintenir l'équilibre du commerce extérieur. Malheureusement pour nous, la France n'a pas encore compris ces priorités pourtant fondamentales.

Le représentant d'IG Métal auprès de Siemens a accepté le gel des salaires allemands contre « plus d'emplois & plus de technologies ». Le syndicalisme allemand reste constructif et protectionniste.

La Russie a un comportement de rentier du fait de ses ressources en énergie (gaz & pétrole). Son contexte institutionnel est encore plus délicat que la Chine. Malgré tout ses perspectives commerciales sont intéressantes.

Paradoxalement, malgré la puissance de leur marché intérieur, les EU n'ont pas encore compris qu'ils n'étaient pas obligés de délocaliser autant leur Industrie.

### 4. Pour une vraie politique industrielle française :

Les grandes entreprises françaises présentes dans de nombreux pays n'ont pas un besoin stratégique de la France. Ces entreprises là contribuent donc insuffisamment au commerce extérieur de la France.

La mobilisation de l'Etat pour aider les PME semble ne pas toujours aboutir alors que l'effort prioritaire est clairement affiché en direction de ces entreprises là. Néanmoins, l'action de l'Etat reste trop orientée vers les PME et pas assez vers les grands groupes qui quittent sournoisement le pays. L'Etat devrait soutenir davantage les groupes ETI (à capitaux familiaux) : c'est vital pour pouvoir maintenir en France une véritable politique industrielle.

Pour les grandes entreprises françaises, le CIR ne devrait récompenser que le % de l'effort de croissance en R&D et non le montant global de R&D, alors que pour les PME & ETI, il faudrait offrir 30% de « subvention » pour l'investissement de développement.

Il faut lutter contre les délocalisations grâce à un dialogue « Etat – Entreprises » à l'allemande. L'Etat doit aussi faire des efforts vers les pôles de compétitivité. Rester prudent et sélectif sur les diversifications pendant la crise, car le danger est multiplié...

Il faut augmenter le capital des PME mais sans pour autant changer le contrôle de l'actionnariat. Il est aussi nécessaire de favoriser le soutien à long terme par l'actionnariat.

**En guise de conclusion**, « c'est le potentiel industriel représenté par la FIM qui devrait être la priorité gouvernementale pour rétablir la balance du commerce extérieur ».